

Le pouvoir aux travailleurs

03 Octobre 2010

N° 166

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- ELECTION PRESIDENTIELLE : IL N'Y A AUCUN CANDIDAT POUR DEFENDRE LES INTERETS DES TRAVAILLEURS ET DES CLASSES PAUVRES !.....	2 - 3
- CAMPAGNES ELECTORALES : ENTRE LES PAROLES MIELLEUSES ET LA REALITE.....	4
- N'DOTRE – PK 18 LA VOIRIE SE DEGRADE DANS L'INDIFFERENCE TOTALE DES AUTORITES !.....	5
- DIX ANS DE POUVOIR DE LAURENT GBAGBO : QUE DU MEPRIS ENVERS LES ETUDIANTS D'ORIGINE PAUVRE.....	5 - 6
- « LUTTE CONTRE LA PAUVRETE » : DU BIDON	6
- RENTREE SCOLAIRE 2010-2011 : PAR MANQUE DE MOYENS, LES PARENTS NE SE BOUSCULENT PAS AU PORTILLON POUR INSCRIRE LEURS ENFANTS.....	8
- ABOBO-ANADOR : UN POLICIER LYNCHÉ PAR DES HABITANTS EN COLERE.....	8
- UNIWOOD : UNE PETITE RECULEDE DE LA DIRECTION.....	9
- SE LOGER À ABIDJAN DEVIENT DE PLUS EN PLUS DIFFICILE POUR LES TRAVAILLEURS.....	10
- REFORME DE LA CNPS : C'EST AUX PATRONS DE PAYER POUR LA RETRAITE DES TRAVAILLEURS.....	10 - 11
- LES MUTILATIONS GENITALES FEMININES CONTINUENT DE FAIRE DES RAVAGES EN AFRIQUE.....	12

**ELECTION PRESIDENTIELLE : IL N'Y A AUCUN CANDIDAT POUR DEFENDRE
LES INTERETS DES TRAVAILLEURS ET DES CLASSES PAUVRES !**

Tout le monde, aussi bien le gouvernement, le président Laurent Gbagbo, que les états majors politiques de l'opposition, tous, ils nous assurent que les élections présidentielles auront lieu le 31 octobre 2010, dans moins d'un mois.

A en juger par la volonté manifeste des dirigeants politiques ; à en juger aussi par les avancées des préparatifs pratiques, c'est, en effet, possible que cette fois-ci, cette date soit la bonne. Mais sans beaucoup de garantie, quand on sait que ces élections devaient initialement se tenir en 2005, et que report après report, un quinquennat entier est passé sans l'ombre d'une élection dans ce pays !

L'accord de Ouaga mentionne clairement que les élections ne pourraient pas se tenir sans le déploiement de l'administration, la réunification des caisses de l'Etat, le démantèlement des bandes armées et leur encasernement.

A quelques jours des élections, aucune force armée n'a été démantelée, contrairement à ce qui était prévu. Pas plus que les forces armées des Forces Nouvelles n'ont été encasernées, faute de structures. Les cinq cent mille francs (500.000 Fr) d'indemnités promis aux ex-combattants n'ont pas été distribués. Par quelle magie, ces bandes armées arrêteront-ils donc de racketter les populations comme ils le font aujourd'hui ! L'intégration des ex-combattants au sein de l'armée gouvernementale n'existe que sur le papier. Mais même cela, ne concerne qu'une poignée de combattants. Les « *forces armées intégrées* » qui étaient censées prendre le contrôle de toute la partie Nord et Ouest du pays ne sont elles-mêmes qu'une fiction.

Ce n'est pas pour rien que l'Onu a décidé d'augmenter ses effectifs en Côte d'Ivoire d'environ 500 soldats, alors qu'ils sont déjà au nombre de 8000, auxquels s'ajoutent peut-être 3000 ou 4000 mille soldats français eux aussi intégrés aux forces de l'Onu.

D'ailleurs, l'administration elle-même n'est pas réellement déployée dans la partie sous contrôle des FAFN. Les caisses de l'Etat sont toujours sous le contrôle des hommes de Soro.

On peut donc affirmer d'avance que ces élections ne régleront pas automatiquement les problèmes de l'unification du pays... sauf, peut-être, sur le papier.

La tenue de ces élections ne signifiera pas, non plus, pour les pauvres, la fin de la souffrance.

Cela dit, oui, il est souhaitable que cette élection ait réellement lieu plutôt qu'elle soit repoussée aux calendes grecques. Comme cela au moins nos dirigeants ne pourront plus justifier la souffrance de la population par le fait que les conditions ne sont pas remplies pour aller vers les élections. Mais ce qui est sûr et certain c'est que quel que soit le candidat qui en sortira victorieux, les travailleurs n'auront rien de bon à attendre de lui. Parce qu'une fois au pouvoir, il défendra avant tout les intérêts de la classe exploiteuse, les intérêts de la classe riche, à laquelle appartiennent les principaux candidats.

Les trois candidats capables de remporter la victoire, à savoir Gbagbo, Bédié et Ouattara, ont tous les trois déjà dirigé ce pays et montré leur dévouement à défendre les intérêts des banquiers, des industriels et des riches en général.

Même dans leurs propos, durant cette campagne électorale, quel travailleur peut honnêtement affirmer qu'il voit une différence de fond entre eux? Tous promettent qu'avec eux tout ira mieux pour la population. Mais les promesses ne leur coûteront pas un franc, puisqu'une fois élus, ils ne seront pas tenus de les respecter.

Malgré cela, aucun des candidats, Gbagbo-Bédié-Ouattara, ne promet d'augmenter les salaires des travailleurs de façon significative et chiffrés, pas même celui de relever de façon conséquente le salaire minimum qui est déjà bien moins que le minimum. Ils savent pourtant dans quelle misère dramatique les travailleurs vivent aujourd'hui. Ils savent que même avec un salaire de cent mille francs par mois, il est impossible de vivre décemment à Abidjan. Ces politiciens sont trop responsables vis-à-vis des intérêts des riches pour faire une quelconque promesse précise de ce genre. Ils ont trop peur que les travailleurs le leur exigent une fois les élections terminées et mettent en mauvaise posture les riches. A ce risque, ces trois candidats préfèrent encore sacrifier le pouvoir et perdre les élections.

Par ailleurs, dans leur tournée électorale, ce ne sont pas devant les travailleurs et les pauvres qu'ils viennent se prosterner mais devant les notables, le patronat, les « rois », les imams, les évêques, les pasteurs, etc. A leurs yeux les pauvres ne constituent que du « bétail électoral » selon une expression en vogue dans leur milieu.

Alors, si ces élections ont effectivement lieu, les travailleurs n'auront même pas le choix de voter pour un des leurs ou pour celui qui défendra le mieux les intérêts généraux immédiats et futurs de l'ensemble des exploités et des opprimés. Par conséquent quel que soit le candidat élu, les travailleurs devront unir leurs forces et lutter pour se faire entendre et défendre leurs intérêts de classe.

CAMPAGNES ELECTORALES : ENTRE LES PAROLES MIELLEUSES ET LA REALITE

L'un des candidats à la présidentielle du 31 octobre 2010, l'ancien Premier ministre de feu Houphouët Boigny, Alassane Ouattara, en précampagne dans le Nord, ne cesse de crier à qui veut l'entendre qu'il détient la solution des problèmes de la Côte d'Ivoire. Au-delà des milliards virtuels qu'il promet aux populations, il affirme qu'il a déjà appliqué sa solution à certains pays d'Asie et d'Afrique pour les sortir de la crise quand il était au FMI.

Ce Monsieur peut raconter ce qu'il veut. En tout cas, lorsqu'il était dans les affaires avec Houphouët, pour satisfaire leurs amis banquiers du FMI et de la banque mondiale, il avait chassé des dizaines de milliers de journaliers de la fonction publique, réduisant des milliers de familles à la misère.

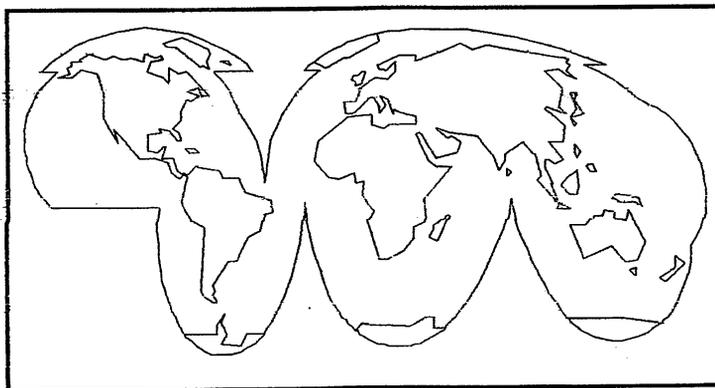
Il avait vendu, pour ne pas dire bradé, les entreprises d'Etats, pour faire des cadeaux à ses amis les riches.

Ceux-ci ont licenciés des milliers de travailleurs pour augmenter leur profit. Alassane Ouattara avait alourdi les charges des parents d'élèves en leur faisant payer les frais de transport, qui étaient gratuits avant qu'il ne soit Premier ministre. C'est aussi lui qui avait instauré les bas salaires aux nouveaux enseignants. C'est encore lui qui a instauré les cartes de séjour.

En un mot, sa solution consistait à appauvrir les travailleurs pour mieux enrichir ses amis les riches.

Alors, à bon entendeur...

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

N'DOTRE – PK 18

LA VOIRIE SE DEGRADE DANS L'INDIFFERENCE TOTALE DES AUTORITES !

Cela fait plusieurs mois que le tronçon qui relie N'Dotré à PK 18 est dans un état de dégradation catastrophique. Aujourd'hui, avec les pluies, la voie est complètement coupée. Mais les pouvoirs publics ne font absolument rien pour soulager un tant soit peu les populations qui empruntent cette voie.

Pour ceux des travailleurs de la zone industrielle de Yopougon qui habitent Abobo, c'est tous les jours un calvaire. D'abord parce qu'il n'y a plus assez de véhicules qui font la ligne. Conséquence : les travailleurs, le matin comme le soir à la descente sont obligés d'attendre souvent des heures

pour espérer trouver un véhicule. Les véhicules de transports sont obligés de faire un détour à l'intérieur des quartiers pour éviter les grands trous sur la voie principale. Mais ces voies de secours sont elles-mêmes très mauvaises. Tout ceci est très éprouvant pour un travailleur après une journée de dur travail. En prime, les transporteurs ont du coup augmenté leur tarif.

Pour que les choses changent, peut-être que les autorités attendent que les travailleurs et les populations pauvres se fassent entendre et réagissent vigoureusement.

DIX ANS DE POUVOIR DE LAURENT GBAGBO : QUE DU MEPRIS ENVERS LES ETUDIANTS D'ORIGINE PAUVRE

Après dix ans de pouvoir, Laurent Gbagbo a offert, avec beaucoup de tapage médiatique, un cyber café de quarante postes aux étudiants de l'université de Cocody, à l'occasion des vingt ans d'existence de la Fesci.

En dix ans, le pouvoir n'a rien fait à l'université de Cocody ! Même pas la construction d'un seul amphithéâtre ! Pourtant, le nombre des étudiants a augmenté de plusieurs

milliers entre temps. Aujourd'hui, l'effectif de cette université serait estimé entre cinquante et soixante mille étudiants.

Ce n'est certainement pas faute d'argent, puisque le pouvoir a bien trouvé des milliards à gaspiller dans des travaux aussi pharaoniques qu'inutiles à Yamoussoukro. Tel ce mémorial à la mémoire de Houphouët et tous ces palais luxueux.

L E U R S O C I E T E

Lors de la même cérémonie, Gbagbo a dit qu'il est favorable à l'augmentation du droit d'inscription à l'université à 50 000 francs contre 6 000 francs actuellement. Le prétexte qu'il a trouvé est que l'inscription à 6 mille francs date des années 1970 (lorsqu'il était lui-même étudiant à l'université) et qu'il ne trouve pas normal qu'en 2010, quarante ans après, le coût soit toujours le même.

Ce que ce monsieur qui ne connaît pas les problèmes de fin de mois ne dit pas c'est qu'en son temps,

c'était une vraie université avec seulement quelques étudiants et beaucoup de moyens. Aujourd'hui, c'est une université seulement de nom ! C'est une université pour pauvres ! Lui et les riches de son espèce n'y scolarisent pas leurs enfants. Ils ne sont pas fous !

De plus, si ce président des riches est pressé de multiplier par huit le coût de l'inscription, de combien a-t-il augmenté les salaires des travailleurs depuis qu'il est au pouvoir ?

« LUTTE CONTRE LA PAUVRETE » : DU BIDON !

La Banque mondiale a annoncé en ce début du mois d'octobre un don de 273 milliards à la Côte d'Ivoire pour soi-disant lutter contre la pauvreté.

Depuis des dizaines d'années, depuis le temps des Houphouët, aussi bien le FMI, la Banque mondiale que les dirigeants de l'impérialisme américain, français et consorts, tout ce monde parle de lutter contre la pauvreté. Les dirigeants qui se sont succédé au pouvoir dans ce pays ont eux aussi repris ce même refrain à leur compte.

Mais plus ils en parlent, plus la pauvreté gagne du terrain en touchant de plus en plus de travailleurs dans les villes comme dans les campagnes,

mais aussi les paysans pauvres. Des populations entières ont été réduites à la misère. D'ailleurs, cela n'est pas seulement vrai en Côte d'Ivoire, mais dans tous les pays pauvres, pour ne pas dire dans le monde entier.

Tous ces gens-là mentent et trompent les populations quand ils parlent de lutter contre la pauvreté.

Aucune pauvreté ne peut être enrayée tant que nous vivons dans le système capitaliste car c'est ce dernier qui permet à une toute petite minorité de s'enrichir par l'exploitation du travail de la grande majorité. La société ne sera débarrassée de la misère que lorsque les travailleurs détruiront ce système barbare.

L E U R S O C I E T E

LE POUVOIR SE MOQUE BIEN DE L'INSALUBRITE !

L'ANASUR est une nouvelle structure mise en place par les autorités pour soi-disant lutter contre l'insalubrité urbaine.

Dans les faits, cette structure est une brigade militaire constituée de corps habillés, gendarmes et militaires. Ces gens-là se pavent dans les voitures 4 x 4 armés de kalachnikovs pour déloger les petits vendeurs qui se débrouillent sur les bords des rues.

Tout comme le CECOS, cette brigade rackette les petits commerçants, d'autant plus lorsqu'ils sont d'origine étrangère (malienne et

burkinabé entre autres) tels que les vendeurs de garba et de choukouya.

Pour maintenir la ville propre, ce ne sont pas des corps habillés armés de kalachnikov qu'il faudrait mais plus de véhicules de ramassage d'ordures, plus de balayeurs, plus de coffres à ordures, etc.

Au lieu que les dirigeants s'investissent dans ce sens, ils ont préféré créer cette brigade militaire. L'insalubrité dans la ville n'est pas pour eux un problème majeur. Terroriser les populations pauvres, de crainte que ceux-ci ne se révoltent, oui.

QUAND GBAGBO VEUT BICHONNER LES FORCES DE REPRESSION

Récemment, la Fédération des organisations Patronales de l'Afrique de l'ouest (Fopao), avec à sa tête le Président du patronat de Côte d'Ivoire, a été reçu par Gbagbo. S'adressant à ces patrons, il a affirmé : « *l'Etat doit vous protéger. C'est pourquoi, l'Etat entretient l'armée, la police, la gendarmerie. Il faut protéger tout le monde, surtout ceux qui créent les emplois* ».

Les travailleurs qui ont participé à des mouvements de revendication, savent que quelles que soient les raisons pour lesquelles ils luttent, lorsque la police ou la gendarmerie arrive, elle ne cherche pas à arbitrer, elle vient pour mater les ouvriers, procéder à des arrestations.

Ainsi donc, l'armée, la police et la gendarmerie sont là pour protéger les intérêts des riches. La seule force qui pourrait les menacer, c'est la classe ouvrière ainsi que les populations pauvres.

Les patrons et nos gouvernants savent tous que les travailleurs ne vont pas accepter indéfiniment l'exploitation, les mauvaises conditions de travail et les bas salaires. Et quand ils se soulèveront il faudra qu'il y ait une armée pour défendre les possédants.

C'est la raison pour laquelle Gbagbo qui est le serviteur en titre des classes riches tient tant à entretenir, l'armée, la police et la gendarmerie.

L E U R S O C I E T E

RENTREE SCOLAIRE 2010-2011 : PAR MANQUE DE MOYENS, LES PARENTS NE SE BOUSCULENT PAS AU PORTILLON POUR INSCRIRE LEURS

Le 12 septembre était la date officielle de la rentrée des classes pour les écoles primaires, les lycées et collèges. Mais trois semaines après, les écoles restent toujours fermées.

Depuis quelques années c'est le même scénario qui se produit : il y a la rentrée officielle que le ministre annonce et ensuite la rentrée effective qui a lieu plusieurs semaines après. Cela concerne aussi bien les écoles privées que les écoles publiques.

A Abidjan, les écoles où le début des cours est effectif, peuvent se compter sur les doigts d'une main. A l'intérieur du pays aussi, c'est le même constat. Les parents manquent de moyens, alors que les frais de scolarité, des fournitures scolaires et des inscriptions augmentent chaque année. De ce fait, inscrire les enfants devient un véritable casse-tête pour les parents.

Aujourd'hui, comme fournitures scolaires, la plupart des élèves n'ont droit qu'au strict nécessaire. A défaut

de cahier, les élèves sont bien obligés de prendre les cours sur des feuilles volantes, moins couteuses, avec tous les inconvénients que cela implique. Quant aux livres, à part quelques uns (mathématique, physique, français, anglais), ils ont presque disparu des cartables des élèves.

Dans ces conditions, les mauvais résultats sont presque inévitables. Les colloques, rencontres ou autres séminaires sur l'école ne donneront pas de résultats escomptés, tant que parents et élèves sont abandonnés à eux-mêmes. Ce n'est pas tant la forme où la manière d'enseigner qui est cause des mauvais résultats. Quand on commence les cours avec un mois ou plus de retard sur le programme officiel, avec des fournitures réduits et en plus les soucis quotidiens des moyens de déplacements et de nourriture, on ne peut faire de miracle. Le vrai miracle, c'est quand des enfants, dans ces conditions, arrivent à atteindre le cycle supérieur.

ABOBO-ANADOR : UN POLICIER LYNCHÉ PAR DES HABITANTS EN COLÈRE

Le 18 septembre à la ferraille du quartier Anador, lors d'une dispute entre un policier et un syndicaliste du transport, le premier n'a pas hésité à abattre le second d'une balle dans la

tête. Des habitants en colère ont lynché sur le champ ce criminel.

La prochaine fois, les gens de sont espèce réfléchiront peut-être par deux fois avant de dégainer leur arme !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UNIWOOD : UNE PETITE RECLADE DE LA DIRECTION

UNIWOOD est une entreprise située à la zone industrielle de Yopougon. Elle est spécialisée dans la scierie et la fabrication de portes. Les ouvriers de cette entreprise viennent de gagner une petite victoire en y imposant un syndicat. Un ouvrier raconte comment ils ont pu atteindre cet objectif.

« Cela fait presque un an que nous avons commencé à nous organiser syndicalement. Ce fut au début très difficile car la direction ne voyait pas cela d'un bon œil. Mais malgré les intimidations, nous avons eu quelques collègues courageux qui ont franchi ces obstacles. Finalement la direction s'est pliée et nous avons élu des délégués au sein de la centrale RIDHOS (Réseau Ivoirien des Droits de l'Homme et Syndicaux).

Aujourd'hui, cette petite victoire nous donne droit à un peu de considérations car depuis près de 6 ans que cette usine existe, la direction renvoyait pour un oui ou pour un non.

Mais la dernière fois, quand un de nos collègues a utilisé un seau en y mettant de la colle pour pouvoir faire son rendement, comme le seau était pour une autre utilité, on lui a fait des

reproches. A son tour, énervé il a balancé le seau avec son pied. Ce mauvais geste a été rapporté au directeur.

Et pour une première fois, ce dernier n'a pas pris unilatéralement la décision de renvoyer comme il avait l'habitude de le faire. Il a au contraire fait appel aux délégués pour ensemble statuer sur le sort de notre collègue. Il a voulu donner 8 jours de mise à pied. Mais les délégués ont refusé car cela était synonyme de renvoi. Finalement, le collègue a écopé de trois jours.

Après cette petite reculade de la direction, ça chuchote un peu de joie partout dans l'usine que, le fait d'être organisé nous donne aussi un petit peu de pouvoir car c'est parce que le patron a eu peur de notre réaction collective ».

Au regard de la situation dans laquelle vive les travailleurs aujourd'hui, cela est bien peu de chose mais c'est réconfortant. Le chemin à parcourir pour que les travailleurs puissent un jour relever la tête et vivre de leur travail est absolument énorme. Même toute petite, cette victoire constitue tout de même un premier pas.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SE LOGER À ABIDJAN DEVIENT DE PLUS EN PLUS DIFFICILE POUR LES TRAVAILLEURS

Un récent reportage a montré que de plus en plus de travailleurs se logent dans les villes périphériques tels que Anyama, Bingerville, Bassam, Bonoua et Dabou. Ce, à cause du coût élevé du logement à Abidjan. Les maisons dans un bon quartier ne sont accessibles qu'à ceux qui ont des moyens.

Dans ces villes, pour le prix d'une deux pièces à Abidjan, l'on peut se retrouver avec une quatre pièces. De plus, on n'est pas obligé de payer les astronomiques cautions et avances comme à Abidjan.

Depuis des décennies, l'Etat s'est désengagé de la construction des maisons. Les promotions immobilières comme celle de la SICOI, où les ménages payaient de modiques loyers et devenaient propriétaires de leurs logements après des dizaines d'années est un vieux souvenir. Aujourd'hui le secteur du logement est laissé au privé. Chaque patron fixe son prix. Et les promotions ne sont accessibles qu'à ceux qui ont un revenu régulier et qui peuvent bénéficier des prêts de la banque. Du coup les travailleurs du rang en sont exclus.

REFORME DE LA CNPS : C'EST AUX PATRONS DE PAYER POUR LA RETRAITE DES TRAVAILLEURS

La CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale) a présenté au gouvernement ses études de faisabilité sur la réforme de la Branche Retraite. Elle espère faire passer le taux de cotisation de 8% actuellement à 12% d'ici 2013 et à 14% à partir de 2014. Ceci pour soi-disant compenser les déficits de la caisse de retraite.

D'après le directeur général de cette structure (lui-même patron par ailleurs) il faut en principe 4 travailleurs en activité pour financer un retraité, alors qu'aujourd'hui, il semblerait que la proportion soit de deux travailleurs pour un retraité.

Quoiqu'il en soit, il est important de noter que la Cnps est une

entreprise plus privée que publique. Son objectif est avant tout d'augmenter la part de cotisation que paie les travailleurs au lieu que ce soit les patrons qui paient.

Cette réforme concerne les travailleurs du privé déclarés à la CNPS, au nombre de quelques centaines de milliers de salariés. La majorité des travailleurs de ce pays étant totalement et injustement exclue d'une quelconque caisse de retraite. Ils ne bénéficient d'aucune ressource jusqu'à leur mort, alors qu'ils ont permis à la bourgeoisie qui les a exploitée de s'enrichir de leur travail durant toute leur vie active.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

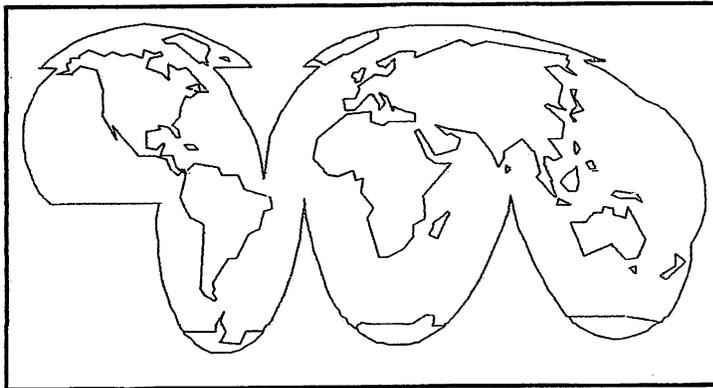
Ce que ce directeur ne dit pas, c'est qu'il n'y a pas de moins en moins de travailleurs dans ce pays, mais de moins en moins d'entreprises qui embauchent. Elles préfèrent employer des journaliers jetables à tout moment. Ils sont des milliers de travailleurs pour lesquels les patrons ne cotisent rien. Ceux là ne peuvent même pas penser à une quelconque retraite.

Les rares entreprises qui cotisent pour cette catégorie de travailleurs le font de façon globale et non individuel. Le patronat y gagne, la Cnps y gagne. Cette dernière empêche ainsi des cotisations des

travailleurs qu'elle ne reversera pas à ces salariés lorsqu'ils seront à la retraite. C'est seulement en cas d'accident de travail, qu'elle cherche à donner un matricule au salarié occasionnel. Et après avoir trimé toute leur vie, ils ne peuvent jouir d'aucune pension aussi petite soit-elle.

Puisque nous travaillons pour les patrons, c'est à eux de financer nos retraites. Pour cela, ils ne le feront pas d'eux-mêmes. Il faudra les y contraindre. Pour y parvenir, il faudrait que l'ensemble des travailleurs se donnent les moyens d'imposer leur volonté.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LES MUTILATIONS GENITALES FEMINIENNES CONTINUENT DE FAIRE DES RAVAGES EN AFRIQUE

On estime à plus de 100 millions le nombre de femmes et de fillettes victimes de ces pratiques en Afrique. Certaines fillettes trouvent la mort à cause des hémorragies consécutives aux blessures engendrées par ces actes. D'autres attrapent des infections microbiennes susceptibles de mettre en danger leur santé durant de longues années. Lorsqu'elles s'en sortent elles ne sont pas pour autant tirées d'affaire puisque une fois mariées elles peuvent avoir des grossesses difficiles avec le risque de mettre en danger la vie de l'enfant qui va naître. Dans tous les cas ces femmes sont blessées dans leur chair et subissent de manière irréversible les conséquences graves de ces mutilations.

Tel est le constat que viennent de rendre public de nombreuses ONG qui combattent ces pratiques sur le sol africain en relation avec l'ONU. Certaines femmes impliquées dans ce combat font partie de milieux aisés bénéficiant d'une certaine ouverture à la culture dans les grandes villes. Il y a parmi elles des épouses de chefs d'Etat en exercice ou à la retraite. La femme de Blaise Compaoré et celle d'Alpha Omar Konaré sont considérées dans ces milieux comme étant les figures de proue de la lutte contre ces pratiques barbares qui continuent de faire des ravages jusqu'à nos jours. Et c'est tant mieux si elles mettent leur notoriété au service d'une telle cause.

Certaines femmes qui agissent sur le terrain font part de leur

inquiétude de constater qu'aujourd'hui les exciseuses ont des téléphones portables et qu'il suffit de les contacter et elles font le déplacement à domicile. Ainsi on peut dire que la barbarie peut faire bon ménage avec les développements techniques et que la science à elle seule ne peut pas la faire reculer.

Ces rites dangereux résultent de l'arriération de la société, de la misère matérielle et morale qui constitue le quotidien d'un grand nombre de femmes mais aussi d'hommes surtout dans les campagnes. Par ces temps de crise ce phénomène se développe même dans les lieux urbanisés par suite de l'exode rural.

Les classes riches et les intellectuels qui gouvernent ne se préoccupent pas beaucoup de combattre cet état de chose parce qu'eux-mêmes ainsi que leur progéniture ont plus ou moins les moyens d'échapper aux pratiques liées à l'arriération. Et puis il y a aussi le fait que pour maintenir leur rang et leurs privilèges ils se gardent bien de ne pas se couper des chefferies traditionnelles et autres dignitaires des temps révolus qui véhiculent ces traditions néfastes et qui continuent d'exercer une certaine autorité dans la brousse en tirant la société en arrière.

La lutte contre l'oppression de la femme et contre ses expressions les plus barbares est indissociable de la lutte pour une société égalitaire débarrassée de toute forme d'oppression et d'exploitation.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation